

# Les usages politiques des droits territoriaux

## Approche interdisciplinaire comparée Colombie-Brésil-France

Colloque interdisciplinaire et international - Octobre 2026

AMS Institut des Amériques – Juin 2025

### Argumentaire scientifique

#### Résumé

Il s'agit d'analyser, par le prisme de différentes disciplines, d'abord en quoi la consécration et l'encadrement plus ou moins explicites des « droits territoriaux » en Colombie, au Brésil et en France peuvent déboucher sur des usages politiques des normes juridiques, ensuite à quels sujets collectifs de droit associer le droit au territoire et les droits du territoire, enfin ce que l'on entend par reconnaissance et restitution de droits territoriaux. Le fil directeur est celui de savoir si le processus transitionnel colombien peut être source d'inspiration pour d'autres systèmes juridiques, en termes de reconnaissance du territoire comme personnalité juridique.

#### Contexte et objectifs

Dans les Amériques, la question du droit à la terre, au territoire et aux ressources territoriales a longtemps été associée aux droits des peuples autochtones en tant que minorités ethniques menacées d'extinction physique et culturelle (Bellier, Cloud & Lacroix 2017). Qu'elle s'inscrive dans un cadre indigéniste (Favre 1996), multiculturaliste (Gros & Dumoulin 2016 ; Agudelo & Boullosa-Joly 2018) ou indianiste (Lavaud & Lestage 2006 ; Cunin, Giraudo, Lopez-Caballero 2020), la protection du droit des peuples et communautés autochtones se décline en droits politiques tels que les représentation et participation politiques, l'autonomie et l'autodétermination (Laurent 2008, Martínez-Navarrete & Stahler-Sholk 2023), en droits culturels liés à la reconnaissance identitaire et linguistique et aux programmes interculturels de santé et d'éducation (Mazars 2013, Sarrazin 2019), et aux droits territoriaux, qu'il s'agit de protéger légalement et de restituer suite aux déplacements forcés de populations (Bello 2007, Gruner et al. 2016). Fixés par le processus colonial sur des terres collectives prenant la forme de *resguardos* ou réserves indiennes, *palenques* ou *quilombos* des Noirs marrons, territoires ancestraux ou d'origine, certains groupes ethniques historiquement mis en minorité revendiquent aujourd'hui des droits collectifs sur la terre, le territoire et l'usage des ressources naturelles (Borrero 2018). Parfois constitutionnalisés, les droits territoriaux négociés et accordés aux communautés ethniques des pays anciennement colonisés tendent à questionner les frontières nationales et les catégories sociojuridiques de minorités ethniques menacées d'extinction physique et culturelle. Au cœur des enjeux de luttes pour la reconnaissance et la redistribution des ressources, les droits territoriaux façonnent les relations de citoyenneté post-coloniale. Qu'ils soient associés à des pratiques traditionnelles d'usage de la terre et des ressources naturelles ou qu'ils supposent un lien (matériel, culturel, spirituel) spécifique des communautés ethniques aux territoires habités, les droits territoriaux semblent déterminants des relations interethniques de pouvoir. À de nombreux égards, la reconnaissance de droits territoriaux n'est pas exempte de conflits « interethniques » pour la reconnaissance, l'appropriation et l'usage du foncier et des ressources sur un territoire donné (Duarte 2015, Campo Palacios 2018, Escobar 2018).

En particulier, la question de l'accès des femmes à la terre s'avère à la fois centrale, complexe et épineuse. En effet, que ce soit dans le cadre de l'accès collectif « communautaire » à la terre (dans le cas notamment des populations autochtones) ou concernant les terres récupérées par des luttes contemporaines, la titularisation ou l'usage réservent souvent le titre de propriété formel, ou plus informellement l'accès aux terres ou aux espaces de décision communautaires, aux « chefs de famille » qui sont presque toujours de sexe masculin, ou en leur défaut, au fils aîné. Les femmes sont donc le plus souvent exclues du droit direct de « propriété » (individuelle ou collective) ou « d'usage » de la terre. De plus, dans les cas (minoritaires) où elles accèdent à la terre, elles sont alors souvent empêchées de se marier avec des hommes « extérieurs » afin de ne pas diviser le patrimoine ou de ne pas faire entrer « d'étrangers » dans la communauté. Elles se voient aussi souvent privées d'hériter la terre, toujours pour les mêmes raisons. Inversement, la sollicitude pour les femmes de certains programmes nationaux ou internationaux, qui recommandent la titularisation de terres en leur nom propre, peut s'avérer un moyen détourné d'attaquer la propriété collective et de ce fait, le lien culturel au territoire, et *in fine* la culture elle-même, des groupes concernés, autochtones ou Afrodescendants. Autant dire que revendiquer le droit à la terre, pour les

femmes, n'est pas chose aisée et implique de penser (et éventuellement de redéfinir) en parallèle la législation et les pratiques coutumières concernant à la fois le mariage, la filiation et l'héritage (Deere & León, 1987 ; Falquet, 1999, 2020 ; Tzul Tzul, 2018).

Les droits territoriaux font l'objet non seulement de protections constitutionnelles et légales nationales, mais aussi de normes internationales telles que la Convention 169 de l'OIT de 1989 concernant les Peuples autochtones et tribaux dans les pays indépendants ou la - moins contraignante juridiquement - Déclaration des Nations Unies de 2007 sur les droits des peuples autochtones (Bellier 2018). Dans une dialectique entre usages politiques du droit international et luttes sociales pour la reconnaissance de groupes minoritaires, la protection des droits territoriaux de certains groupes ethniques a fait émerger divers sujets collectifs de droit comme autant de catégories sociojuridiques (Hayem, Hours & Selim 2018). Au carrefour entre droits ethniques, droits de la nature et droits des victimes de violences issus de la justice transitionnelle, le passage du droit des peuples (autochtones et afrodescendants) aux droits du territoire interroge le tournant multiculturaliste latino-américain (Lozano Acosta 2010, Jaramillo 2011, 2014, Falquet 2016) et pose un certain nombre de nouvelles questions. Quels territoires peuvent être reconnus comme victimes ? Victimes de quelles formes de violence ? A qui attribuer ces droits territoriaux, droits au territoire ou droits du territoire ?

Pour le cas de la Colombie, les peuples et communautés autochtones, communautés noires, afrocolombiennes, *raizales* et *palenqueras*, le peuple rom et certains collectifs de victimes du conflit armé jouissent de droits individuels et collectifs spécifiques, allant de la propriété collective de la terre au droit à la consultation préalable, libre et éclairée pour tout projet ou politique qui transformerait leur territoire, en passant par la restitution de terres et restauration de droits territoriaux violés dans le cadre du conflit armé (Lemaître 2011). C'est là une des particularités du droit colombien relatif aux droits territoriaux : non seulement ceux-ci ne sont pas réservés aux peuples et communautés autochtones, puisqu'il s'étend à d'autres groupes sociaux reconnus comme groupes ethniques ; il se combine également à des enjeux de réconciliation, réparation et restitution de terres aux victimes du conflit armé, elles aussi reconnues comme sujets collectifs de droit (Lyons & Reeds 2010, Grajales 2016).

Marquée par un contexte de conflit armé interne et de construction de la paix, la justice transitionnelle colombienne encadre le droit des victimes à la justice, à la vérité et aux réparations par voie d'indemnisation, restitution et réhabilitation. Parmi les nombreuses violations de droits humains commises pendant la guerre, les déplacements forcés constituent la principale forme de violence et ont donné lieu à un cadre légal de prévention et réparation (loi 387 de 1997, loi 1448 de 2011, Accords de paix de 2016). Héritage du multiculturalisme et de la transition vers la paix, la réforme agraire à vocation restaurative en cours en Colombie distingue la restitution de terres spoliées aux personnes déplacées de guerre et la restitution de droits territoriaux aux communautés déplacées reconnues comme ethniques. Cela pose de nouveaux enjeux de dialogue interculturel dans la définition du territoire et des sujets de droit au territoire. De plus, les décrets d'application de la loi des victimes et restitution des terres aux peuples et communautés autochtones (Décret-loi 4633), rom (Décret-loi 4634) et noires, afrocolombiennes, *raizales* et *palenqueras* (Décret-loi 4635) ouvrent la voie de la reconnaissance du territoire et des éléments naturels comme victimes du conflit armé et sujets de droit à la réparation, restauration et guérison.

Dans un autre contexte, la question des droits territoriaux et de leur judiciarisation est également d'actualité au Brésil, sur le fondement de la Constitution fédérale de 1988 qui consacre les droits collectifs des peuples autochtones, leurs droits sur leurs terres étant définis comme originels, c'est-à-dire antérieurs à la création même de l'État. C'est pourquoi les représentants du mouvement *Mundurucu* manifestent actuellement contre la loi fédérale 14.701 *Marco Temporal* de 2023, qui dispose que seules les terres occupées au moment de la promulgation de la Constitution peuvent être délimitées, et qui a été déclarée inconstitutionnelle par la Cour suprême brésilienne en 2023. Cette dernière reste cependant ambivalente s'agissant des droits territoriaux des peuples autochtones, mis à mal ces dernières années (Ramos 2018 ; Grondin & Viezzler 2022 ; De Jesus Candeias 2023), sur fond de gouvernance environnementale (López Garcés 2018), de préservation de la diversité et de personnalisation de la nature (forêts, fleuves, animaux...). La reconnaissance de territorialités traditionnelles, autochtones et quilombolas a là aussi débouché sur des droits territoriaux en dispute, tant pour la délimitation des territoires collectifs, les modes locaux d'usage des ressources que pour des revendications identitaires mobilisant des rapports ethniquement différenciés au territoire (Boyer 2011 ; Nasuti, Eloy & Le Tourneau 2013).

La France n'a pas ratifié la Convention 169 de l'OIT, car les notions de peuples indigènes et tribaux, ou encore de peuples autochtones, sont contraires aux principes constitutionnels d'unité et d'indivisibilité de la République, d'égalité des citoyens et d'unicité du peuple français. Pour autant, si les droits territoriaux de peuples

ne sont dès lors pas expressément reconnus en tant que tels en droit français, les exemples de la Guyane (conseil consultatif des populations amérindiennes et bushinenges de Guyane, désormais « Grand conseil coutumier » : loi organique n° 2007-223 du 21 février 2007, lois n° 2011-884 du 27 juillet 2011 et n° 2017-256 du 28 février 2017), de la Nouvelle-Calédonie (Merle 1999 ; Sabinot & Herrenschmidt 2019), de Mayotte (Hachimi Alaoui, Lemerrier & Palomares 2023), voire de la Corse (débat parlementaire en cours sur la consécration constitutionnelle d'une « communauté historique, linguistique et culturelle en Corse »), sont des champs d'une possible transposition de leurs usages politiques, dans un objectif de redéfinition des usages des espaces, notamment ruraux.

La catégorie des droits territoriaux, qui reste à circonscrire dans une perspective interdisciplinaire et comparatiste, en s'inspirant notamment du droit et de la littérature canadiens, de la notion de « titre ancestral » notamment (décision *Nation Tsilhqot'in c. Colombie Britannique*, 2014 CSC 44), amène en outre à réfléchir à la notion géographique, juridique, politique et sociologique de frontière comme barrière ou, au-delà, comme constellation de lieux et d'institutions (Hachimi, Lemerrier & Palomares 2023).

### **Actions envisagées**

Un colloque sera organisé à Rouen en octobre 2026 (2 journées). Il rassemblera des chercheurs colombiens, brésiliens et français de différentes disciplines (science politique, droit public interne, droit européen, droit international, géographie, sociologie, philosophie, anthropologie...), des magistrats, ainsi que des acteurs des territoires, à savoir des représentants de peuples autochtones, ainsi que des élus nationaux et locaux.

### **Valorisation**

- Le colloque fera l'objet d'une publication, sous forme d'ouvrage collectif ou de numéro spécial de revue. Les résultats de la recherche seront en outre publiés *via* des médias en ligne tels *The Conversation*, pour une diffusion élargie.
- Un projet de recherche plus étoffé pourra être envisagé au terme du colloque.
- Sur le plan quantitatif, il s'agit de mobiliser lors du colloque un large public (300 personnes environ), non seulement des chercheurs / enseignants-chercheurs et étudiants de différentes disciplines (science politique, droit, géographie, sociologie, philosophie, anthropologie...), mais également des acteurs publics et privés des territoires.

### **Bibliographie**

- AGUDELO, Carlos & Maïté BOULLOSA-JOLY (2014), « L'application des politiques multiculturelles en Amérique latine », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 92, p. 7-10.
- BARONNET, Bruno & Sabrina MELENOTTE (dir.) (2020), *Peuples et savoirs autochtones à l'épreuve des (dé)mesures*, Paris, L'Harmattan.
- BELLIER, Irène, Leslie CLOUD & Laurent LACROIX (2017), « Chapitre 8. Le rapport au territoire : "terres, territoires, ressources naturelles" », *Les droits des peuples autochtones. Des Nations unies aux sociétés locales*, Paris, L'Harmattan.
- BELLIER, Irène (2018), « Les droits des peuples autochtones. Entre reconnaissance internationale, visibilité nouvelle et violations ordinaires », *L'Homme & la Société*, n° 206, p. 137-174.
- BELLO, Martha Nubia et al. (2006), "El desplazamiento forzado y los históricos problemas vinculados a la tierra", in. *Territorio, patrimonio y desplazamiento*, Bogotá, p. 143-150.
- BETANCUR, Juan Carlos & Sergio CORONADO DELGADO (2012), *Derechos territoriales de las comunidades negras: una mirada desde la diferencia*, Bogotá, Observatorio de Territorios Étnicos.
- BORRERO GARCÍA, Camilo (2018), *Territorialidad, organización política y etnicidad en Colombia. Normas, jurisprudencia y categorías jurídicas aplicable a las poblaciones étnicas en Colombia*, Bogotá, Universidad Nacional – ICANH (Instituto Colombiano de Antropología e Historia).
- BOYER, Véronique (2011), « L'anthropologie des *quilombos* et la constitution de 'nouveaux sujets politiques'. De l'ethnie à la race et de l'autodéfinition au phénotype », *Civilisations*, 59 (2), pp. 157-178.
- BRACONNIER-MORENO Laetitia (2024), *Vers une justice interculturelle pour la paix ? Harmonisation de la justice transitionnelle et du droit propre des peuples autochtones en Colombie (2018-2023)*, thèse Université Paris Nanterre et Université Nationale de Colombie (non publiée).
- BREMOND Zérah, *Le territoire autochtone dans l'État post-colonial. Étude comparée des États issus des colonisations britannique et hispanique*, Bayonne, IFJD, coll. Thèse, t. 202, 2021.
- CAMPO PALACIOS, Daniel (2018), *Territorios, control y diferencia étnica*, Popayán, Universidad del Cauca.
- CUNIN, Élisabeth, Laura GIRAUDO & Paula LÓPEZ CABALLERO (2020), « Dossier. Relire l'indigénisme aujourd'hui. Sources, pratiques, acteurs », *Cahier des Amériques latines*, 95.

DA SILVEIRA PEREIRA, Grazielle (2023), *Peuples autochtones du Brésil et de la Guyane française : Des statuts juridiques différents et un manque de protection des deux côtés de la frontière (1946-1987)*, thèse en cotutelle Université Paris Nanterre et Université catholique de Rio de Janeiro (non publiée).

DEERE, Carmen Diana & León, Magdalena (1987), *Rural Women and State Policy: Feminist Perspectives on Latin American Agricultural Development* by Boulder & London, Westview Press.

DE JESUS CANDEIAS, Teresa (2023), « L'Amazonie et la Constitution brésilienne : La lutte pour les droits des autochtones », *Village de la Justice*.

DUARTE, Carlos (2015), *Desencuentros territoriales, la emergencia de los conflictos interétnicos e interculturales en el departamento del Cauca*, Bogotá, Instituto Colombiano de Antropología e Historia.

ESCOBAR, Arturo (2018), *Sentir-penser avec la terre. L'écologie au-delà de l'Occident*, Paris, Editions du Seuil.

FALQUET, JULES (2020), *IMBRICATION. FEMMES, RACE ET CLASSE DANS LES MOUVEMENTS SOCIAUX*, PARIS, LE CROQUANT.

FALQUET, Jules (2016), *Pax neoliberalia. Perspectives féministes sur (la réorganisation de) la violence*, Paris, Editions iXe.

FALQUET, Jules (1999), « La coutume mise à mal par ses gardiennes mêmes : revendications des Indiennes zapatistes », *Nouvelles Questions Féministes*, Vol 20, n°2, pp 87-116.

FARGET Doris et HEBERT Martin (2023), « Droits aux terres, territoires et ressources des peuples autochtones : une amorce de réflexion pour penser les souverainetés multiples dans le contexte de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones », *Les Cahiers du CIERA*, numéro hors-série, p. 29-36.

FAVRE, Henri (1996), *L'indigénisme*, Paris, Presses Universitaires de France.

GRAJALES, Jacobo (2016), « La terre, entre guerre et paix. Politiques foncières et sortie de conflit en Colombie », *Les Études du CERI*, n° 223, pp. 3-27.

GRONDIN, Marcel & Moema VIEZZER (dir.) (2022), *Le génocide des Amériques : Résistance et survivance des peuples autochtones*, Montréal, Ecosociété.

GROS, Christian & David DUMOULIN KERVAN (dir.) (2016), *Le multiculturalisme « auconcret » Un modèle latino-américain ?*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle.

GRUNER, Sheila, Melquiceded BLANDÓN MENA, Jader GÓMEZ CAICEDO & Charo MINA ROJAS (dir.) (2016), *Des/dibujando Pais/ajes. Aportes para la paz con los pueblos afrodescendientes e indígenas: territorio, autonomía y buen vivir*, Medellín, Ediciones Poder Negro – Centro Popular Afrodescendiente (Cepafro).

HACHIMI ALAOUTI Myriam, Élise LEMERCIER & Élise PALOMARES (2023) « Mayotte, un régime d'exception », In Arthur Asseraf, Guillaume Blanc, Yala Kisukidi, Mélanie Lamotte & Pierre Singaravélou (dir.), *Colonisations. Notre histoire*, Paris, Seuil. pp. 51 et s.

HAYEM, Judith, Bernard HOURS & Monique SELIM (2018), « Quels sujets en quête de quels droits aujourd'hui ? », *L'Homme & la Société*, n° 206, pp. 41-51.

JARAMILLO, Pablo (2011), « Reparaciones indígenas y el giro del 'giro multicultural' », *Revista Colombiana de Antropología*, Vol. 47 (2).

JARAMILLO, Pablo (2014), *Etnicidad y victimización. Genealogía de la violencia y la indigeneidad en el Norte de Colombia*, Bogotá, Universidad de los Andes, Facultad de Ciencias Sociales, Ediciones Uniandes.

LAURENT, Virginie (2008), « Indianité et politique en Amérique latine. Variations andines autour d'un phénomène continental », *Transcontinentales*, 4, pp. 59-76.

LAVAUD, Jean-Pierre et Françoise LESTAGE (2006), « Les redéfinitions de l'indianité. Historique, réseaux, discours, effets pervers », *Esprit*, janvier (1), pp. 42-64.

LEMAITRE RIPOIL, Julieta (2011), *Derechos enterrados. Comunidades étnicas y campesinas en Colombia. Nueve estudios de caso*, Bogotá, Universidad de Los Andes.

Le Roy Etienne (2016), « Représentations d'espaces et droits territoriaux autochtones chez les Premières Nations du Canada », *Recherches amérindiennes au Québec*, 46-2/3, p. 79.

LOPEZ GARCES, Claudia Leonor (2018), « Conflits territoriaux et modalités d'usage des forêts dans le territoire autochtone Alto Turiacú (État de Maranhão, Brésil): savoirs Ka'apor contre exploitation forestière », *Autrepart*, pp. 21-40.

LOZANO ACOSTA, Carlos H. (2010), « El daño ambiental en los programas de reparación colectiva para comunidades indígenas y afrodescendientes afectadas por el conflicto armado en Colombia », *17 International Law, Revista Colombiana de Derecho Internacional*.

LYONS, Amanda et Michael REED (2010), *Contested transitions. Dilemma of Transitional Justice in Colombia and Comparative Experience*, Bogotá, Bogota, ICTJ.

MARTINEZ NAVARRETE Edgars & Richard STAHLER-SHOLK (2023), « Amérique latine : pluralité des autonomies indigènes face au capitalisme », in DUTERME B., *Amérique latine : les nouveaux conflits*, Points de vue du Sud, Éditions Syllepse, pp. 113-128.

MAZARS, Nadège (2013), *Les ruses de la pratique subalterne. La santé gérée par les autochtones, un multiculturalisme de domination et/ou d'autonomie ?*, Paris, Université Sorbonne Nouvelle Paris III – IHEAL.

MERLE, Isabelle (1999), « La construction d'un droit foncier colonial. De la propriété collective à la constitution des réserves en Nouvelle-Calédonie », *Enquête*, 7.

MOTARD, Geneviève & NOOTENS, Geneviève (2022), *Souverainetés et autodéterminations autochtones : Tiayoribo'ten*, Laval (Québec), Presses de l'Université Laval.

NASUTI S., ELOY, L. & LE TOURNEAU, F.-M. (2013), « La construction de territoires multisitués en Amazonie. Le cas des Quilombolas du Trombetas (Pará, Brésil) », *L'Espace géographique*, Tome 42(4), pp. 324-339.

OTIS Ghislain (2019), « Les droits ancestraux des peuples autochtones au carrefour du droit public et du droit privé : le cas de l'industrie extractive », *Les Cahiers de droit*, vol. 60 (2), p. 451-490.

OTIS Ghislain (2021), « La revendication d'un titre ancestral sur le domaine privé au Québec », *Les Cahiers de droit*, vol. 62 (1), p. 277-323.

RAMOS, Adriana (2018), « Les atteintes au droit des peuples autochtones et la crise politique au Brésil », *Brésil(s)*.

SABINOT, Catherine & Jean Brice HERRENSCHMIDT (2019), « La dynamique des pratiques change-t-elle la manière de penser les relations kanak aux continuités terre-mer et à la nature ? », *Anthropologie et Sociétés*, Vol. 43, n° 3, pp. 269-294.

SARRAZIN, Jean-Paul (2018), « Elementos para una crítica de las políticas dirigidas a la protección de la diversidad cultural en Colombia », *Estudios Políticos*, Universidad de Antioquia, 54, p. 127-148.

TZUL TZUL, GLADYS (2018), *SISTEMAS DE GOBIERNO COMUNAL INDÍGENA. MUJERES Y TRAMAS DE PARENTESCO EN EL CHUIMEQ'ENA'*, INSTITUTO AMAQ, GUATEMALA.

ULLOA, Astrid (2021) « Repolitizar la vida, defender los cuerpos-territorios y colectivizar las acciones desde los feminismos indígenas », *Ecología Política*, 61: 38-48.

### Calendrier prévisionnel

- **Janvier 2026** : Appel à communication (jeunes chercheurs)
- **Avril/mai 2026** : Finalisation du programme
- **Septembre 2026** : Visio-conférence inaugurale
- **Octobre 2026** : Colloque (2 journées) en à l'Université de Rouen Normandie

### Participants pressentis

- **Bastien BOSA**, Université du Rosario de Bogota (Colombie), Professeur en anthropologie : [bastien.bosa@ens.fr](mailto:bastien.bosa@ens.fr)
- **Laetitia BRACONNIER-MORENO**, Université Paris Nanterre (CREDOF), Universidad nacional de Colombia (EILUSOS), Docteure en droit public, avocate, Présidente de la Commission Justice Transitionnelle de l'Association des Juristes Franco-colombiens : [lbraconnier@unal.edu.co](mailto:lbraconnier@unal.edu.co)
- **Inés CALVO VALENZUELA** : Sciences Po Paris (CERI), Docteure en anthropologie, Postdoctorante : [inescalvo.v@gmail.com](mailto:inescalvo.v@gmail.com)
- **Fannie DUVERGER** : Université de Rouen Normandie (CUREJ), Maître de conférences en droit public : [fannie.duverger@univ-rouen.fr](mailto:fannie.duverger@univ-rouen.fr)
- **Armelle ENDERS** : Université Paris 8 Vincennes-St Denis, Institut d'histoire du Temps Présent, UERJ (Rio, Brésil), Professeure d'histoire : [armelle.enders@univ-paris8.fr](mailto:armelle.enders@univ-paris8.fr)
- **Sandrine REVET** : Sciences Po Paris (CERI), anthropologue, directrice de recherche : [sandrine.revet@sciencespo.fr](mailto:sandrine.revet@sciencespo.fr)
- **Angela del Pilar SANTAMARIA CHAPARRO** : Université du Rosario de Bogota (Colombie), Vicerrectoria, Political and International Studies Research Group, JANUS (Interdisciplinary Study Group on Conflict and Peace), Directrice de l'Ecole Interculturelle de Diplomatie Autochtone (EIDI), Professeure en science politique : [angela.santamaria@urosario.edu.co](mailto:angela.santamaria@urosario.edu.co)
- **Astrid ULLOA** : University of California Irvine – Universidad nacional de Colombia, Professeure d'anthropologie
- **Rafael VALIM** : Warde Advogados (Brésil) ; Instituto para Reforma das Relações entre Estado e Empresa – IREE (Brésil) ; l'Escola Superior de Gestão e Contas Públicas do TCMSP (Brésil), Universidad de la Sabana (Colombie), Avocat et Professeur de droit public : [valim@warde.com.br](mailto:valim@warde.com.br)
- **Geneviève VERDO** : Université Paris I Panthéon-Sorbonne, MASCIPO, EHS, Professeure d'histoire : [genevieve.verdo@univ-paris1.fr](mailto:genevieve.verdo@univ-paris1.fr)

### Organisateurs

- **Mélanie DENEFF** Université de Rouen Normandie (CUREJ), ATER en science politique, membre de l'UMR 5115 LAM (Les Afriques dans le Monde), Sciences Po Bordeaux [melanie.denef@univ-rouen.fr](mailto:melanie.denef@univ-rouen.fr)

- **Sylvia BRUNET** Université de Rouen Normandie (CUREJ), Professeure de droit public  
[sylvia.brunet@univ-rouen.fr](mailto:sylvia.brunet@univ-rouen.fr)
- **Jules FALQUET** Université Paris 8 Vincennes-St Denis (LLCP), Professeure de philosophie  
[jules.falquet@univ-paris8.fr](mailto:jules.falquet@univ-paris8.fr)
- **Anne-Laure GIRARD**, Université Paris 1 Sorbonne (CRDA), Professeure de droit public : Anne-Laure.GIRARD@assas-universite.fr

## **CV des organisateurs :**

### **CURRICULUM VITAE SUCCINCT Mélanie DENEUF**

(melanie.deneuf@univ-rouen.fr)

## **CARRIÈRE**

\* 2024-2026 : **ATER** (Attachée Temporaire d'Enseignement et de Recherche) en Licence de science politique, *Université de Rouen Normandie*

\* 2017-2024 : **Doctorat** en science politique, sous la direction de Michel Cahen et Elisabeth Cunin : *Du droit des victimes aux réparations ethniques. Citoyennetés afrocolombiennes et autochtones au prisme de la justice transitionnelle et du multiculturalisme*, Sciences Po Bordeaux (LAM – Les Afriques dans le Monde / CICAC – Centro de Investigacion sobre el Conflicto Armado en el departamento del Cauca)

## **ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES**

### **Enseignements :**

*Sociologie politique*, L1 Science politique, Université de Rouen

*Relations internationales*, L1 Science politique, Université de Rouen

*Sociétés politiques comparées*, L3 Science politique, Université de Rouen

Atelier de formation aux fonctionnaires du ministère de la Justice de Colombie - Observatoire de justice transitionnelle - Enfoque diferencial y atención a grupos de víctimas

### **Encadrement de mémoires de recherche :**

2023-2024 : Emeline Rateau, "Fostering peace through art in Toribio, Colombia", Mémoire de recherche M1, Sciences Po Bordeaux

2016-2017 : Taïbou Sal, « Colombie noire, réappropriations identitaires et culturelles en terres métisses », Mémoire de recherche M2, Sciences Po Bordeaux

## **ACTIVITÉS DE RECHERCHE**

### **Responsabilités scientifiques :**

\* Membre du Conseil scientifique d'études du décolonial

\* Membre du Bureau AFDEC (Association francophone d'études caribéennes) 2017-2018

### **Production scientifique :**

2023 : Article scientifique – « Vous avez dit victime ? L'Etat en transition et la citoyenneté indienne en Colombie » | *Cahiers des Amériques latines* (15 septembre 2023)

2023 : Article scientifique – « Au Sud de l'universel, le plurivers ? Penser les études pluriverselles dans une perspective décoloniale avec Arturo Escobar », *Esquisses* (21 février 2023)

2022 : Article scientifique – « Construcción de memoria histórica desde abajo: etnicidad y conflicto armado en contexto de reparación integral », *Revue Idées d'Amériques (Institut des Amériques)*, dossier éclairage « Limites et paradoxes actuels de la justice transitionnelle » (19 octobre 2022)

2022 : Article de presse – « Victoire de la gauche en Colombie. Un événement historique », *Revue Démocratie et Socialisme* (12 juillet 2022)

2016 : Mémoire de recherche M2 – « Trajectoires politiques différenciées des mouvements paysan et indigène du Nord du Cauca », sous la direction de Michel Cahen (2016)

2015 : Mémoire de recherche M1 – « De l'indigénisme à l'indianisme. Aymarisation d'un réveil indien », sous la direction de Michel Cahen (2015)

2015 : Note de conjoncture – "Political accommodation of minorities in the plural societies in the developing countries" (2015)

2014 : Mémoire de recherche – « Impacts des réformes néolibérales sur les milieux populaires en Bolivie de 1985 à 2005 » | Sous la direction de Michel Cahen (2014)

### **Communications orales :**

\* 5 et 6 juin 2025 : « Le décolonial en politique : des réparations ethniques aux réparations historiques en Colombie » | Journées de réflexion pour l'étude du décolonial | *Sciences Po Bordeaux*

\* 2, 3 et 4 juin 2025 : « Ethnisation du droit transitionnel en contexte de restitution territoriale aux communautés afrocolombiennes » | XIème Congrès du CEISAL (Conseil européen de recherche en sciences sociales sur l'Amérique latine et les Caraïbes) | *La Sorbonne Nouvelle (Paris)*

- \* 17 octobre 2024 : Discussion avec Jules Falquet pour son ouvrage *Imbrication. Femmes, race et classe dans les mouvements sociaux* | Séminaire Décolonial et Universel | MSH (Maison des Sciences de l'Homme) de Bordeaux
- \* 4 octobre 2024 : “Conflicto armado y etnicidad. De la negación de la cuestión étnica al giro decolonial en los espacios autorizados de memorias históricas del conflicto armado” | Segundo Encuentro Multidisciplinar de Colombianistas en Francia | EHESS, Campus Condorcet (Paris)
- \* 7 juin 2024 : « Du droit des victimes autochtones à la restitution territoriale » | EMPI (XI Edition of Multidisciplinary Meeting on Indigenous People) | Sciences Po Paris
- \* 17 mai 2024 : « Approches critiques de la justice transitionnelle » | Journée table ronde « La Colombie, 8 ans après l'Accord de Paix » | Maison de l'Amérique latine (Paris)
- \* 1er décembre 2023 : « Au Sud de l'universel, le plurivers ? Ou comment penser les études pluriverselles dans une perspective décoloniale » | Séminaire Universel et décolonial | Maison des Sciences de l'Homme de Bordeaux
- \* 21 janvier 2022 : « Recherches croisées sur l'Amérique latine » | Journée d'études | Université de Bordeaux
- \* 20 janvier 2022 : « Comment s'arrête une guerre de guérilla ? L'Amérique latine et l'Afrique subsaharienne en perspective comparée » | Séminaire LAM | Sciences Po Bordeaux
- \* 2 décembre 2021 : “Enfoque diferencial y protocolos de atención a grupos poblacionales – Justicia Transicional y enfoque étnico” | Diplomado | Observatorio de Justicia Transicional del ministerio de Justicia - Universidad nacional de Colombia (Bogotá)
- \* 19 novembre 2021 : “Miradas interdisciplinarias sobre las transiciones en Colombia” | Seminario doctoral | Universidad del Externado (Bogotá)
- \* 27 et 28 juillet 2021 : Construcción de memoria histórica en contexto de reparación a víctimas étnicas: cuestionar la temporalidad del conflicto armado colombiano | Sexto simposio internacional REDHHA (Red de Historiadores e Historiadoras del delito en las Américas) | Institut des Amériques, Universidad del Rosario, Universidad de los Andes, Pontificia Universidad Javeriana, Universidad nacional de Colombia (Bogotá) | En ligne
- \* 27 novembre 2018 : « Mémoire ethnique et afrocolombianité » | Rencontres Institut des Afriques et Université populaire de Bordeaux | Université de Bordeaux
- \* 18 et 19 octobre 2018 : « Ethnicisation de la race en Colombie : (re)construction de l'Afrocolombianité en construction de la paix » | Premières Rencontres de l'AFDEC | Sciences Po Bordeaux
- \* 21 et 22 mai 2018 : “Violencias post-Acuerdo en Colombia” | Jornadas de los Jóvenes Americanistas | Casa Velázquez, Madrid
- \* 16 mai 2018 : « Les Accords de Paix entre les FARC-EP et le gouvernement colombien : une approche ‘ethnique’ dans la transition », Journée de l'École Doctorale SP2 (Sociétés Politiques et Santé Publique) | Domaine du Haut Carré, Université de Bordeaux
- \* 20 octobre 2017 : « Justice transitionnelle et réparations en Colombie » | Journées Doctorales du CIRESC (Centre International de Recherche sur les Esclavages) | EHESS, Paris

### **ORGANISATION DE MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES**

2024-2025 : Co-organisation du Séminaire décolonial et universel, Maison des Sciences de l'Homme de Bordeaux / Sciences Po Bordeaux

2018 : Co-organisation des Premières rencontres de l'AFDEC (Association francophone d'études caribéennes), Sciences Po Bordeaux

2017 : Co-organisation du Colloque de l'Ecole Interculturelle de Diplomatie Autochtone, Universidad del Rosario de Bogota

### **PUBLICATIONS COLLECTIVES, TRANSCRIPTIONS, TRADUCTIONS**

Octobre 2023 : *Dialogues d'expérience entre la France et la Colombie. La justice restaurative envers les crimes de masse* | Alliance française, Association des juristes franco-colombien.nes

Mars 2023 : *Encuentro de saberes. El tejido de la justicia transicional y los derechos territoriales de los pueblos indígenas en Colombia* | CNTI, Chaire Normandie pour la Paix, Institut des Amériques



## **CARRIÈRE**

\***Professeur des universités en droit public**, Université de Rouen Normandie

\*2021-2025 : Bénéficiaire de la **Prime d'Encadrement Doctoral et de Recherche** (PEDR)

\*5 janvier 2021 : Soutenance de l'**Habilitation à diriger des recherches** (HDR), Université de Rouen : *De la sécurité juridique à l'insécurité territoriale – Le curseur de la confiance* (Garant : A. Corre-Basset)

\*2000-2022 : **Maître de conférences (hors classe)** au titre du CNU de 2016 à 2022), Université de Rouen

\*27 janvier 2000 : Soutenance du **Doctorat de droit public**, Université Panthéon-Assas (Paris II) : *Du principe de protection de la confiance légitime en droits allemand, communautaire et français* (Dir. : D. Truchet). Mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité, avec proposition pour les prix et subventions. **4 prix de thèse** : Prix de l'Université Panthéon-Assas (Paris II) ; Prix Paul Deschanel (Prix de Chancellerie des Universités de Paris) ; Prix du Centre français de droit comparé (Paris) ; Prix du Centre européen de droit public (Athènes). **Publication** aux éditions Dalloz, Nouvelle Bibliothèque de thèse, 2001

## **ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES**

### **Création et direction de diplômes :**

\***Directrice du Master 2 Droit Public, parcours Services et Politiques Publics** (M2 SPP) de 2007 à 2022

\***Porteur du projet Master 1 et 2 LLM Eur. Pratique européenne du droit** (programme *Erasmus Mundus*) en 2004 ; **Directrice** du Master 1 et 2 de 2004 à 2007

### **Enseignements actuels :**

*Introduction au droit public*, M1 *Droit international et européen*, Master LLM Eur. *Pratique européenne du droit* ; *Contentieux constitutionnel*, Cours et TD, L3 *Droit* ; *Organisation territoriale des États*, L3 *Droit* ; *Droit de la responsabilité publique*, M2 *Droit Public* ; *The European Union : territorial sovereignty and bilateral relations*, M1 *Droit international et européen* ; *Initiation à la recherche, connaissance de l'administration et insertion professionnelle*, M2 *Droit Public* ; *Méthodologie juridique française*, M1 *Droit international et européen*

### **Visiting Professor:**

Université Leibniz de Hanovre (Allemagne) ; Instituto para Reforma das Relações entre Estado e Empresa (IREE) Kope School, São Paulo (Brésil) ; Université PUC/SP de São Paulo (Brésil) ; Université Uniplac de Brasília (Brésil, mobilité *Erasmus Mundus*) ; Universités de Montréal (UQUAM) et de Sherbrooke (Québec)

## **ACTIVITÉS DE RECHERCHE**

### **Responsabilités scientifiques actuelles :**

\* **Directrice adjointe** du *Collège international et interdisciplinaire des sciences territoriales* (CIST CNRS FR2007)

\***Responsable du thème « Territoires et Mobilités »** du *Centre Universitaire Rouennais d'Etudes Juridiques* (CUREJ, UR 4703). Membre de son Conseil de laboratoire

### **Production scientifique récente (liste sélective) :**

#### **- Direction d'ouvrages collectifs**

- *Population, temps, territoires : Les évolutions territoriales entre résilience et innovation*, Rouen, PURH, DAAD, 2023

#### **- Co-direction d'ouvrages collectifs**

- *Droit(s) et Territoire(s) – Regards croisés des sciences juridiques et territoriales*, co-dir. avec P. Melé et a., Rennes, PUR, à paraître

- *Prolifération des territoires et représentations territoriales de l'Union européenne*, co-dir. avec L. Lebon et Y. Richard, Rouen, PURH, DAAD, 2019

#### **- Direction de numéros spéciaux de revues**

- *Du Traité de l'Elysée au Traité d'Aix-la-Chapelle : Quel bilan et quelles perspectives pour la coopération franco-allemande en Europe ?*, *Revue de l'Union européenne*, Dalloz, au fil de l'« Année franco-allemande », 2023

#### **- Chapitres d'ouvrages collectifs**

- « Les anomalies du modèle français de contrôle de constitutionnalité », *Direito Publico Comparado : um dialogo critico entre Brasil e França*, *Congrès international sur la démocratie, la gouvernance et les politiques publiques*, organisé par l'Escola Superior de Gestao e Contas Publicas et la Cour des comptes de la municipalité de São Paulo, São Paulo (Brésil), 5 décembre 2024, dir. R. Valim et J.-A. da Silva Filho, São Paulo (Brésil), Editora Contracorrente, *Direito comparado*, à paraître (traduit en portugais) 2025

- « Thème et variations autour de la territorialité du droit », *Droit(s) et Territoire(s) – Regards croisés des sciences juridiques et territoriales*, co-dir. avec P. Melé et a., Rennes, PUR, à paraître

- « Les mesures adoptées pour lutter contre l'épidémie de Covid-19 en France et leurs conséquences en termes de protection des droits et libertés », avec X. Philippe, *Governmental policies to fight pandemics : The boundaries of legitimate limitations on fundamental freedoms*, dir. A. Vedaschi, *Congrès général de l'Académie internationale de droit comparé*, Asuncion (Paraguay), 23-28 oct. 2022, Leyde (Pays-Bas), Brill Ius Comparatum, Vol. 2, 2024, p. 204-224

- « La question de la légalité, de la légitimité et de l'efficacité des cadres territoriaux », Avec L. Lebon et Y. Richard, *Représenter les territoires*, dir. C. Didelon-Loiseau et A. Brennetot, Rennes, PUR, Espace et territoires, 2024, p. 115-130
- « Les évolutions territoriales entre démarches prospectives, protection patrimoniale et stratégies européennes », *Population, temps, territoires : Les évolutions territoriales entre résilience et innovation*, dir. S. Brunet, Rouen, PURH, DAAD, 2023, p. 13-28
- « La fusion des communes ou les rendez-vous manqués d'un épiphénomène », *Le regroupement des collectivités publiques*, dir. M. Degoffe, Chr. Fardet et A. Haquet, Bertrange (Luxembourg), *Legitech*, Droit & Economie, 2022, p. 89-120
- "The Hyper-Executive State of Emergency in France", *Pandemocracy in Europe: Power, Parliaments and People in Times of COVID-19*, dir. M.-C. Kettemann et K. Lachmayer, Oxford (Royaume-Uni), *Bloomsbury Publishing*, Hart Publishing, 2022, p. 201-223
- « La refonte du cadre général des politiques de mobilité : Quelle orientation pour quelles mobilités ? », *Les enjeux de la mobilité interne et internationale*, dir. J. Dechepy-Tellier et J.-M. Jude, Bayonne, *IFJD*, Colloques & Essais, 2021, p. 11-26
- « La recomposition intercommunale, entre tentative de rationalisation et cause de désorganisation », *Territoire : Approches juridiques*, dir. B. Camguilhem et S. Pessina-Dassonville, Rouen, *PURH*, JuriS-Seine, 2020, p. 53-75
- **Articles dans des revues**
  - « La 'commune-communauté' : innovation porteuse d'avenir ou nouvelle fausse bonne idée ? », *Congrès 2023 de l'Association française de droit constitutionnel*, *Politeia* n° 44, 2024, p. 183-195
  - « Les tergiversations des réformes territoriales françaises ou comment ne régler ni la question du millefeuille territorial, ni celle de l'émiettement communal », *Bulletin juridique des collectivités locales (BJCL)* n° 7-8, 2023, p. 515-519
  - « Du Traité de l'Elysée au Traité d'Aix-la-Chapelle – Les acteurs et les domaines de la coopération et de l'intégration franco-allemandes », *Revue de l'Union européenne*, n° 664, 2023, p. 6-15
  - « La conception originelle de la sécurité juridique : l'Allemagne », *La sécurité juridique, Titre VII - Les Cahiers du Conseil constitutionnel* n° 5, 2020, p. 79-90
  - « La loi d'orientation des mobilités : Vers une gouvernance concertée des nouvelles mobilités », *Droit de la Voirie - La revue des propriétés publiques*, n° 212, 2020, p. 11-22
- **Articles dans des revues généralistes grand public**
  - « Quel statut constitutionnel pour la Corse ? », *The Conversation*, 13 mars 2025 (en ligne)
- **Communications orales**
  - « Les évolutions du droit administratif français : européanisation, privatisation et constitutionnalisation », *Les défis du droit administratif contemporain : un dialogue entre le Brésil et la France*, Conférence organisée par l'USP - Université de São Paulo (Brésil), 6 décembre 2024
  - « La question corse : vers un statut d'autonomie au sein de la République ? », Conférence-débat, *Le droit commun éprouvé : variations juridiques sur les territoires*, Journée de rentrée de l'Ecole doctorale Droit-Normandie, 22 novembre 2024
  - « Faire l'Europe au quotidien », *Penser et faire l'Europe à l'échelle locale: une approche par les territoires*, Journée d'étude organisée par l'UMR IDEES et le CUREJ, Université de Rouen Normandie, 20 octobre 2023
  - "The question of the long-lasting impact of the pandemic on French public law", *The Aftermath of Covid-19 in Western Europe: A Revolution for Public law?*, 8<sup>ème</sup> Conférence annuelle de la Société internationale de droit public, *Global Problems and Prospects in Public Law*, ICON.S 2022, Wroclaw (Pologne), 4 juill. 2022
  - « Des idées émergentes aux actions territoriales, en passant par l'analyse des discours – Synthèse », *Transitions, gouvernance territoriale et solidarités*, 58<sup>ème</sup> Colloque de l'Association de Science Régionale De Langue Française, 30 juin 2022, IEP Rennes
  - "The Catalan Crisis in Context: Perspectives from France", *Revisiting Sovereignty in Europe ? Conférence internationale*, Institut Européen de l'University College of London (Royaume-Uni), 17 avril 2018

## **ORGANISATION DE MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES**

Organisation du « Mois de la Mobilité » en juin 2025 et du « Mois du Territoire » en novembre 2024, Faculté de droit de Rouen ; Co-organisation du *Forum de la fonction juridique territoriale*, AFDCL et CNFPT, Centre de Sorbonne, Paris, 6 mai 2025 ; Co-organisation du Colloque : *Du Traité de l'Elysée au Traité d'Aix-la-Chapelle : Quel bilan et quelles perspectives pour la coopération franco-allemande en Europe ?*, Rouen, 6-7 mai 2022 & Hanovre, 31 oct.-1<sup>er</sup> nov. 2022...

## **EXPERTISE NATIONALE ET INTERNATIONALE**

- \*Réfèrent déontologue des élus, Centre de gestion de Seine-Maritime (76)
- \*Experte pour l'Université franco-allemande (UFA) et pour l'Agence Nationale de la Recherche (ANR)
- \*Membre du Comité scientifique de 8 revues, en France et à l'étranger (Allemagne, États-Unis, Brésil)

## **RESPONSABILITÉS COLLECTIVES**

- \*Membre élue du *Conseil de gestion* de la Faculté de droit, économie et science politique de Rouen
- \* Responsable de la mention Droit public (Masters 1 et 2), Faculté de droit de Rouen

PU de Philosophie, U. St Denis Paris 8, membre du LLCP (Laboratoire d'études et de recherches sur les Logiques Contemporaines de la Philosophie), EA 4008, Responsable de l'axe 1 « Hétérogénéité des mondes et logiques de l'émancipation » du LLCP

**Domaines de recherche :**

- Mouvements sociaux d'Amérique latine : mouvements de femmes (féministes, lesbiennes, Indiennes, Noires et Chicanas), mouvements ruraux, indiens et armés (Zapatistes au Mexique, MST au Brésil, FMLN au Salvador)
- Globalisation, Migrations and circulations, Transformations du marché du travail
- Guerre, Post-guerre, Démocratisation, Militarisation, Violence et Féminicide
- Depuis ma nomination comme Professeure de Philosophie, je me suis centrée sur les épistémologies transnationales et la production collective de savoir au sein des mouvements sociaux (Standpoint Theory, intersectionnalité, perspectives décoloniales, sciences des opprimé-e-s, « écoféminisme » dans le Sud global)

**Organisation de colloques internationaux (sélection) :**

- La démocratie à l'épreuve des periferias, 1-3 avril 2025, Université de Paris 8 St Denis
- Archives, mémoires et visibilité lesbienne : la revue AHLA, U. Paris 8, dec. 2022
- Sexe, race et classe dans les violences contre les femmes. Penser le continuum colonial des violences à partir des Amériques, U. Chicago, U. Paris 8, U. de Guyane, mai 2022
- Genre, écologie et engagement politique du Sud au Nord, U. Paris Cité, nov 2020
- Gloria Anzaldúa : Traduire les frontières, U. Paris 8, Paris 3 et Paris 7, mai 2019
- Intersectionnalité et Colonialité : Débats contemporains, CEDREF-Fédération RING, Université Paris Diderot, Mars 2014
- Le genre au cœur de la mondialisation, CEDREF-CSPRP-GTM-Simone Sagesse-CERTOP-SEDET-CRCEMC, Ministère de la recherche, Mars 2007

**Ouvrages propres**

- 2025 *La Combinatoire straight. Colonisation, violences sexuelles et Bâtard·es du capital* Paris : Amsterdam. 400p.
- 2020 *Imbrication. Femmes, race et classe dans les mouvements sociaux*. Paris : Croquant. 302 p.
- En espagnol : (2022) Buenos Aires : Madreselva.
- 2016 *Pax Neoliberalia. Perspectives féministes sur (la réorganisation de) la violence*. Paris : Editions iXe. 192 p.
- En espagnol (2017) : Buenos Aires : Madreselva, 155 p.
- En portugais (2022) : Sao Paulo : Sob-influencia Edições, 180 p.
- 2008 *De gré ou de force. Les femmes dans la mondialisation*. Paris : La Dispute. 214 p.

**Ouvrage co-dirigés**

- A paraître (2025) *Penser avec les études décoloniales d'Amérique latine et des Caraïbes*, avec Bessone, Magali et Boidin, Capucine, Editions de l'IHEAL.
- 2010 *Le sexe de la mondialisation. Genre, classe, race et nouvelle division du travail*. (Coordination avec Helena Hirata, Danièle Kergoat, Brahim Labari, Nicky Lefevre et Fatou Sow). Paris : Les Presses de Sciences Po. 278 p.
- 2002 *Ecologie : quand les femmes comptent*. (Coordination, avec d'autres consultantes), Femmes et Changements, Paris : L'Harmattan. 218 p.

**Numéros de revue co-dirigés**

- 2022 Genre, violences, mémoires : Perspectives féministes latino-américaines (coord avec A Barrera Téllez, Rosa Muriel Mestanza et Belén Rojas Silva), *Cahiers du CEDREF*, n°25.
- 2020 *Penser avec Colette Guillaumin aujourd'hui* (coordination avec Maira Abreu et Dominique Fougeyrollas), *Cahiers du Genre*, n°68.
- 2019 *Epistémologies féministes décoloniales. Controverses et dialogues transatlantiques*, (Coordination avec Artemisa Flores Espínola), *Cahiers du CEDREF*, n°23, 204 p.

**Articles dans des revues à comité de rédaction**

- 2024 "Francophone Materialist Feminism, the missing link. Towards a Marxist-feminism that accounts for the interlockedness of structural social relations of sex, race and class", *Capital & Class, Special issue on Marxist Feminism*, <https://doi.org/10.1177/03098168241234090>

- 2023 “Marxist-Feminist Theories and Struggles Today. Essential Writings on Intersectionality, Labour and Ecofeminism: A French Materialist and Decolonial perspective” (discussion d’ouvrage), *Rethinking Marxism, A Journal of Economics, Culture and Society*, Maryland.
- 2022 Andrée Michel : Féminisme international contre le militarisme et la guerre, *Nouvelles Questions Féministes*, n°41/1, pp. 208-214.
- 2021 Généalogies du féminisme décolonial. En femmage à María Lugones, *Multitudes*, Vol. 3, n°84, Lignes décoloniales, pp 68-77.
- 2020 “Un féminisme matérialiste décolonial est possible. Lire ensemble Colette Guillaumin et María Lugones”, in Galerand, Elsa ; Juteau, Danielle ; Pietrantonio, Linda (dirs.), “Colette Guillaumin. Une sociologie matérialiste de la Race et du Sexe”, *Cahiers de recherche sociologique*, n°69, Montréal, pp 193-218.

## Chapitres d'ouvrages

- 2025 « Les femmes peuvent-elles consentir à l'hétérosexualité ? », in : Catala, Laura (coord.). *Actes du colloque Sexe et démocratie*, 30 mai 2024, EHESS, Paris : Collection 54, FMSH.
- 2023 “Et la dynamique des rapports sociaux imbriqués créa les femmes.”, in : Lemarchand, Patricia et Salle, Muriel (dir.), *Qu'est-ce qu'une femme ?* Paris : Matériologiques, pp 107-130.
- 2020 “La variété des écoféminismes”, in : Decrétot, Solène; Jehan, Alice, *Après la pluie. Horizons écoféministes*, Paris : Tana, pp. 14-18.
- 2019 “Le quadruple continuum des violences. Apports féministes matérialistes et décoloniaux à l’analyse de la violence, à partir des féminicides en Abya Yala”, in Bodiou Lydie et Al. *On tue une femme. Histoire et actualités du féminicide*, Hermann, pp 129-148.
- 2019 « La participation des femmes dans les luttes armées : une grille d’analyse féministe transversale », In : Caroline Guibet Lafaye et Alexandra Frénod (eds.), *S’émanciper par les armes. La violence illégale des femmes*, Paris : Presses de l’Inalco, pp 37-53.

## Préfaces d'ouvrages

- 2024 Préface à la traduction espagnole de textes d’autrices féministes matérialistes : *Cuerpos marcados. Sexo, raza y clase, Grupo de estudios sobre feminismo materialista* (Ed.), Buenos Aires : Madreselva.
- 2022 Préface à la trad française de l’ouvrage de Yasnáya Elena Aguilera Gil “Pour un dialogue ancré entre les mondes”, in Aguilera Gil, *Nous sans l’Etat*, Toulouse : Ici-bas. Pp 9-32.
- 2020 Préface à la traduction française de l’ouvrage de Silvia Federici *Beyond the periphery of the skin/ Par-delà les frontières de la peau. Repenser, refaire et revendiquer le corps dans le capitalisme tardif*, Paris : Divergences, pp 7-20

## **CURRICULUM VITAE SUCCINCT Anne-Laure Girard**

### **CARRIÈRE**

- Depuis septembre 2022 : Professeur des universités (Université Paris Panthéon-Assas)
- Septembre 2016-août 2022 : Professeur des universités (Université de Poitiers)
- Juin 2016 : Reçue au concours national d'agrégation en droit public
- 2012-2016 : Maître de conférences (Université de Poitiers)
- 2004-2011 : Doctorat en droit public, mention très honorable avec les félicitations du jury, thèse proposée pour l'obtention d'un prix de thèse et pour l'octroi d'une subvention en vue d'une publication, Université Panthéon-Assas, sous la direction du Professeur Jean-Jacques Bienvenu  
Sujet : La formation historique de la théorie de l'acte administratif unilatéral
- Prix de thèse : Prix de l'Université Panthéon-Assas ; Prix de l'Association française pour la recherche en droit administratif (AFDA) ; Prix Paul Deschanel de la Chancellerie des Universités de Paris ; Prix de thèse Dalloz
- Chronique de thèse : Norbert Foulquier, RFDA 2012, p. 179
- Publication : Nouvelle Bibliothèque de Thèses, Dalloz, vol. 124, 620 pages

### **ENSEIGNEMENTS**

#### **• Activités d'enseignement au cours des années universitaires 2024-2025**

##### **Enseignements à l'Université Paris 2 Panthéon-Assas**

- Séminaire sur les modes alternatifs de règlement des litiges (Master 2 Droit public approfondi)
- Cours de droit administratif (Master 2 Droit public approfondi)
- Les principes fondamentaux du droit public (Ecole de droit)
- Droit administratif des biens (Licence 3, semestre 2)
- Droit administratif général (IPAG de Paris, préparation aux concours)

#### **• Activités d'enseignement au cours des années universitaires 2022-2024**

##### **Enseignements à l'Université Paris 2 Panthéon-Assas**

- Séminaire sur les modes alternatifs de règlement des litiges (Master 2 Droit public approfondi)
- Cours de droit administratif (Master 2 Droit public approfondi)
- Les principes fondamentaux du droit public (Ecole de droit)
- Droit administratif des biens (Licence 3, semestre 2)

##### **Enseignement à l'Université de Budapest Elte (Hongrie 2023)**

- Cours de droit administratif français (Master 1 Droit mention « Droit comparé / Droit hongrois »)

##### **Enseignement à l'Université de Poitiers (2022)**

- Cours de droit des actes administratifs unilatéraux (Master 2 droit de l'action publique)

##### **Enseignement à l'Université Saint Joseph de Beyrouth (2023)**

- Cours de droit administratif (Master 2 Droit public approfondi)

#### **• Activités d'enseignement au cours des années universitaires 2020-2022**

##### **Enseignements à l'Université de Poitiers**

- Cours magistral de droit constitutionnel (Licence 1, semestre 2)
- Cours magistral de contentieux administratif (Licence 3, semestre 1)
- Cours de droit des actes administratifs unilatéraux (Master 2 droit de l'action publique)
- Cours de droit de la responsabilité administrative (Master 2 droit de l'action publique)

##### **Enseignement à l'Université Paris 2 Panthéon-Assas**

- Séminaire sur les modes alternatifs de règlement des litiges (Master 2 Droit public Approfondi)

### **ACTIVITÉS DE RECHERCHE**

#### **• Ouvrages individuel et collectifs**

- Variations autour du droit public. Mélanges offerts à Christian Debouy, Membre du comité d'organisation avec F. Brenet ; A. Claeys ; J.-F. Lachaume ; S. Pavageau ; I. Savarit-Bourgeois), Editions universitaires juridiques de Poitiers, février 2019
- Cohérence et Actes administratifs, co-direction avec F. Brenet, Editions universitaires juridiques de Poitiers, mars 2020
- Les racines littéraires du droit administratif, co-direction avec A. Lauba et D. Salles, Editions universitaires juridiques de Poitiers, juin 2021

#### **• Articles, études, chapitres d'ouvrages et chroniques de thèses**

- « La fabrique de la loi par le Conseil d'Etat (1879-1899) », Conférences Vincent Wright, La documentation française, 2022 (à paraître)
- Chronique de la thèse d'Antoine Le Brun, Les décisions créatrices de droits, Thèse soutenue à l'Université de Rennes 1 le 7 décembre 2021, RFDA 2022, n°3



- Chronique de la thèse de Morgan Schmiederer, Les sûretés réelles administratives, Thèse soutenue à l'Université de Toulouse 1 Capitole le 6 octobre 2021, RFDA 2022, n°6
- « L'arrêt Blanco, objet d'étude doctrinal : la thèse de Just Luchet », in Autour de l'arrêt Blanco, travaux et recherches à l'occasion du cent cinquantième anniversaire de la décision du Tribunal des conflits du 8 février 1873, Dalloz, 2023.
- « Les nouveaux actes de l'administration : instrument et égarement de la qualité du droit », in La qualité du droit. Actes des journées juridiques et administratives franco-croates, Zbornik radova Pravnog fakulteta u Splitu, 60 (2), 2023 (148), p. 409-417 : <https://doi.org/10.31141/zrpf.2023.60.148.409>
- « Débats autour de l'arrêt Blanco », RFDA 2023, n°2
- Chronique de la thèse de Jimmy Meersman, Contribution à une théorie juridique des biens communs, thèse soutenue le 9 décembre 2022 à l'Université Côte d'Azur, RFDA 2023, n°2, p. 593.
- « L'acte administratif hypermoderne », RFDA 2023, p. 641-650.
- Chronique de la thèse de Jean-Baptiste Guyonnet, Les réitérations de norme. Essai de conceptualisation à partir du contentieux administratif français, thèse soutenue le 14 décembre 2022 à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, sous la direction d'Agnès Roblot-Troizier, RFDA 2023, n°6, p. 1151.
- « D'un pouvoir l'autre », RDP 2023, n°6, p. 1483-1498
- « Aux origines historiques : relations entre intérêt et décision administrative, in « Dossier spécial : La décision administrative au prisme des intérêts », RDP 2024, n°1
- « "L'amour du recenseur". Libres propos inspirés par l'ouvrage de Frédéric Graber, L'affichage administratif au XIXe siècle. Former le consentement », RDP 2024, n°3, p. 104-111.
- « Au temps des cathédrales. Cormenin, vu par la doctrine canonique du droit administratif », in Avec Cormenin. Pérégrinations, Editions universitaires juridiques de Poitiers 2024, p. 321-340.
- « Une brève histoire du contentieux des publications de l'Administration – réflexions au sujet des actes administratifs innommés », RDA 1er août 2024, p. 14-19.
- « Le droit comptable et financier dans la science du droit public. Mesurer l'opportunité d'un dialogue disciplinaire », RDP 2024, n°4, p. 148-152.
- Chronique de la thèse de Louise Fort, Les directions des affaires juridiques des administrations centrales - Contribution à l'étude de la fonction d'expertise juridique dans l'administration d'État, Thèse soutenue le 19 décembre 2023 à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, sous la direction de Pascale Gonod, RFDA 2024, p. 601.
- Chronique de la thèse de Clément Meyssirel, La réserve de propriété de l'État, Thèse soutenue le 16 décembre 2024 à l'Université Paris Panthéon-Assas, sous la direction de Benoît Plessix, RFDA 2025, p. 387.
- « Théophile Ducrocq et les sociétés savantes », Revue d'histoire des facultés de droit (à paraître)

#### ● Conférences et colloques :

- 11 juin 2021 : Conférence sur l'utilisation de l'histoire dans l'enseignement et la recherche en droit administratif à l'Université Lyon 3
- 15 juin 2021. Conférence sur le CNU à l'Ecole doctorale droit Normandie
- 20 septembre 2021 : Conférence intitulée « La fabrique de la loi par le Conseil d'Etat (1879-1914) », prononcée au Conseil d'Etat dans le cadre des conférences du Comité d'histoire du Conseil d'Etat et de la juridiction administrative
- 26 novembre 2021 : Communication intitulée « Le juge administratif français, la politique et le droit. Réflexions au sujet de quelques (r)évolutions récentes », lors du colloque organisé à Bari les 26 et 27 novembre 2021 par l'Université de Lum (Italie)
- 31 janvier 2022 : Communication intitulée « Théophile Ducrocq et les sociétés savantes » lors de la journée d'études dédiée à Théophile Ducrocq par le CRDA (Université Panthéon-Assas)
- 19 mai 2022. Communication intitulée « Au temps des cathédrales. Cormenin, vu par la doctrine canonique du droit administratif », lors du colloque organisé les 19 et 20 mai 2022 à l'Université de Poitiers et intitulé « Avec Cormenin. Pérégrinations »
- 15 septembre 2022 : Communication intitulée « Les nouveaux actes de l'administration : instrument et égarement de la qualité du droit » lors des journées juridiques et administratives franco-croates organisées à Split et dédiées à « La qualité du droit »
- 8 février 2023 : Table-ronde intitulée « L'utilisation doctrinale de l'arrêt Blanco », au cours du colloque nommé « Autour de l'arrêt Blanco », organisé par Anne Jacquemet-Gauché, Florent Blanco et Simon Gilbert au Conseil d'Etat.
- 9 février 2023 : Conférence intitulée « les actes unilatéraux de l'Administration dans un contexte de crise » avec Charles Touboul et Benjamin Defoort (Université Panthéon-Assas)
- 21 avril 2023 : « La charte de déontologie de la juridiction administrative », intervention lors des rencontres des universités Paris Panthéon-Assas- La Sapienza.
- 7 juin 2023 : conférence intitulée « Prolégomènes à une théorie narrative du droit administratif » organisée par le CRDA à l'Université Paris Panthéon-Assas avec François Ost.

- 17 novembre 2023 : communication intitulée « Aux origines historiques : les relations entre intérêt et décision administrative » lors du colloque organisé à l'Université de Perpignan Via Domitia sur le thème « La décision administrative au prisme des intérêts ».
- 6 mars 2024 : communication sur « La gestion administrative de Maurice Hauriou » dans le cadre du cycle de conférences dédié aux grandes œuvres du droit administratif organisé par le CRDP de l'Université de Lille.
- 5 avril 2024 : « La place du droit budgétaire et comptable dans la science du droit public. Mesurer l'opportunité d'un dialogue disciplinaire ». Communication prononcée à l'Université Paris Panthéon-Assas lors du colloque dédié au « contrôle financier de l'administration »
- 27 novembre 2024 : Conférence intitulée « Le pouvoir exécutif face à la crise du Covid » avec Benoît Apollis et Agnès Buzyn à l'Université Paris Panthéon-Assas.
- 29 novembre 2024 : Animation de la journée dédiée aux « administrativistes littérateurs » organisée par Damien Salles et Adrien Lauba à l'Université de Poitiers
- 5 décembre 2024 : communication intitulée « Les défis pour la juridiction administrative » dans le cadre du colloque international organisé à Sao Paulo (Escola Superior de Gestão e Contas Públicas/Tribunal de Contas do Município de São Paulo) intitulé « Panorama atual do Direito Público Francês »
- 28 janvier 2025 : conférence intitulée « Autour de l'ouvrage de Frédéric Graber "L'affichage administratif au XIXème siècle. Former le consentement" » organisée par le CRDA à l'Université Paris Panthéon-Assas
- 23 mai 2025 : Communication sur « La loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations en agriculture du 24 mars 2025 » dans le cadre des rencontres des université Paris Panthéon-Assas-La Sapienza.

## **Budget prévisionnel**

### **1. Missions et réceptions : 8 000 €**

(Billets d'avion et de train + frais de séjour pour 12 contributeurs non rouennais)

Moyens sollicités : Centre Universitaire Rouennais d'Etudes Juridiques (CUREJ UR 4703, Rouen) : 2 500 obtenus

Institut de Recherche Interdisciplinaire Homme-Société (IRIHS, Rouen) : 2 000 demandés

BQRI Université de Rouen Normandie : 1 500 demandés

Collège international et interdisciplinaire des sciences territoriales (CIST FR2007) : 2 000

### **2. Communication : 5 000 €, dont 3 000 demandés à l'Institut des Amériques**

(Traduction et édition)

Autres moyens sollicités :

CUREJ UR 4703 (Rouen) : 500 obtenus

CIST FR2007 : 1 500 + Temps ingénieur (relecture et mise en forme, en vue de la publication + cartographie) demandés

**Total : 13 000 €, dont 3 000 demandés à l'Institut des Amériques**